

Débat 6 : « La France peut-elle donner un nouveau souffle à l'Europe ? »

Coordonné par *Patrick Artus*

L'Europe (ou la zone euro, car les problématiques sont imbriquées), souffre essentiellement aujourd'hui :

1. de l'absence de mécanisme de « partage des risques », de solidarité entre les pays, qui réduise les hétérogénéités cycliques et surtout structurelles. Ce mécanisme pourrait être d'ordre public (un budget de la zone euro) ou d'ordre privé (la diversification entre les pays de la zone euro des portefeuilles financiers, ce qui nécessite une forte mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro, mobilité qui a disparu depuis 2010) ;
2. de l'absence de coordination des politiques qui génèrent des externalités sur les autres pays (la politique menée dans un pays a un effet sur le bien-être des autres pays). Il s'agit de politiques tout à fait diverses : politiques fiscales (il n'y a aucune coordination des impôts qui ont une influence sur la localisation des activités), politiques sociales et du marché du travail (on avait pourtant évoqué la mise en commun de l'indemnisation du chômage, des règles communes pour la fixation du salaire minimum), politiques migratoires (pour que le poids de l'immigration et des réfugiés ne pèse pas que sur un petit nombre de pays, pour une immigration européenne choisie et correspondant aux besoins) ;
3. de l'absence d'utilisation du marché unique pour construire des entreprises européennes de grande taille dans les industries du futur présentant des rendements d'échelle croissants (services et plateformes Internet, matériel pour les énergies renouvelables, batteries électriques) ;
4. de l'absence de réaction à la bipolarisation des marchés du travail : les emplois intermédiaires, en particulier dans l'industrie, disparaissent au profit (un peu) d'emplois sophistiqués dans les Nouvelles Technologies, le management et (beaucoup) d'emploi peu sophistiqués et mal payés dans les services (services à la personne, transports, distribution, loisirs). Cette évolution creuse les inégalités, cantonne les enfants de salariés peu qualifiés dans les postes peu qualifiés ;
5. de l'absence de réflexion sur ce que peut être la politique budgétaire dans un environnement de taux d'intérêt durablement bas ;
6. de l'absence de puissance de l'Europe dans le contexte mondial avec l'absence de force armée européenne, l'absence d'une monnaie qui puisse devenir une grande monnaie de réserve internationale (l'euro est pénalisé par l'éclatement des marchés financiers entre les pays de la zone euro) et faciliter l'internationalisation du droit européen pour faire face aux Etats-Unis et à la Chine, l'absence d'une politique européenne de l'énergie.

Face à ces défis, la France peut certainement être une puissance de proposition et suggérer :

- la construction d'un début de budget de la zone euro ;
- le retour à la mobilité internationale des capitaux entre les pays de la zone euro, ce qui nécessite le retour à la confiance dans la solvabilité des budgets et la solidité des banques ;
- la coordination entre les pays européens de tout ce génère une externalité entre pays : politiques fiscales, sociales, d'immigration ;
- la constitution de grands groupes européens dans les domaines où c'est nécessaire (accès au marché mondial, industries stratégiques ayant des rendements

croissants), sans oublier que si ces groupes ont des positions de monopole sur le marché européen ils auront aussi des rentes de monopole qu'il faut réguler ; cette évolution pourrait lutter contre la désindustrialisation et la bipolarisation du marché du travail ;

- la réflexion sur les dépenses publiques utiles (éducation, soutien aux industries du futur...) que favorise la situation de taux d'intérêt bas ;
- la création d'une dette de la zone euro, seul moyen que l'euro devienne une grande monnaie de réserve ;
- la mise en place d'une politique européenne de l'énergie (prix commun du CO₂, négociations communes avec la Russie, l'OPEP...).

Malheureusement, beaucoup de mesures dans cette liste sont rejetées par les pays du Nord et les conservateurs allemands, et ont très peu de chances d'être adoptées.

Va-t-il falloir se résigner à accepter une Europe sans solidarité, donc avec une hétérogénéité croissante des niveaux de revenu ; sans coordination des politiques, donc avec concurrence fiscale et sociale, avec des politiques migratoires différentes, sans capacité industrielle dans les industries du futur, avec des marchés de capitaux segmentés et sans poids industriel ?